Journal officiel
de l'Union européenne

FR
Série L

2024/1458

28.5.2024

DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2024/1458 DE LA COMMISSION

du 24 mai 2024

relative à l'apurement des comptes des organismes payeurs des États membres en ce qui concerne les dépenses financées par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) pour l'exercice financier 2023

[notifiée sous le numéro C(2024) 3353]

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) nº 1306/2013 ([1]), et notamment son article 53, paragraphe 1, premier alinéa, et son article 104,

vu le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) nº 352/78, (CE) nº 165/94, (CE) nº 2799/98, (CE) nº 814/2000, (CE) nº 1290/2005 et (CE) nº 485/2008 du Conseil ([2]), et notamment son article 51,

après consultation du comité des Fonds agricoles,

considérant ce qui suit:

(1) L'article 104, paragraphe 1, deuxième alinéa, point a), du règlement (UE) 2021/2116 prévoit que l'article 4, paragraphe 1, point b), l'article 5, l'article 7, paragraphe 3, les articles 9, 17, 21 et 34, l'article 35, paragraphe 4, les articles 36, 37, 38, 40 à 43, 51, 52, 54, 56, 59, 63, 64, 67, 68, 70 à 75, 77, 91 à 97, 99 et 100, l'article 102, paragraphe 2, et les articles 110 et 111 du règlement (UE) nº 1306/2013 continuent de s'appliquer, en ce qui concerne le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA), aux dépenses exposées et aux paiements effectués pour l'exercice 2023.

(2) L'article 64, deuxième alinéa, point a), du règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission ([3]) prévoit que l'article 2, l'article 3, paragraphe 1, premier alinéa, l'article 3, paragraphe 2, l'article 4, paragraphe 1, point b), l'article 5, l'article 6, l'article 7, les articles 21 à 25, l'article 27, l'article 28, l'article 29, l'article 30, paragraphe 1, points a), b) et c), l'article 30, paragraphes 2, 3 et 4, et les articles 31 à 40 du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 de la Commission ([4]) continuent de s'appliquer, en ce qui concerne le FEAGA, aux dépenses exposées et aux paiements effectués pour l'exercice 2023.

(3) L'article 64, deuxième alinéa, point c), du règlement d'exécution (UE) 2022/128 prévoit que les annexes II et III du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 continuent de s'appliquer aux fins de l'article 32, points f) et g), du règlement d'exécution (UE) 2022/128 pour l'exercice 2023.

([1]) JO L 435 du 6.12.2021, p. 187, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2021/2116/oj.
([2]) JO L 347 du 20.12.2013, p. 549, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2013/1306/oj.
([3]) Règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence (JO L 20 du 31.1.2022, p. 131, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2022/128/oj).
([4]) Règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence (JO L 255 du 28.8.2014, p. 59, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2014/908/oj).

(4) L'article 40, deuxième alinéa, du règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission ([5]) prévoit que les articles 5 et 5 *bis*, l'article 7, paragraphes 3 et 4, l'article 10, l'article 11, paragraphe 1, deuxième alinéa, l'article 11, paragraphe 2, l'article 12, l'article 13 et l'article 41, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) nº 907/2014 de la Commission ([6]) continuent de s'appliquer, en ce qui concerne le FEAGA, aux dépenses exposées et aux paiements effectués pour l'exercice 2023.

(5) Conformément à l'article 51 du règlement (UE) nº 1306/2013 et à l'article 53 du règlement (UE) 2021/2116, il incombe à la Commission, en se basant sur les comptes annuels présentés par les États membres, accompagnés des informations nécessaires à leur apurement, des avis d'audit attestant l'exhaustivité, l'exactitude et la véracité des comptes, ainsi que des rapports établis par les organismes de certification, d'apurer les comptes des organismes payeurs visés à l'article 7 du règlement (UE) nº 1306/2013 et à l'article 9 du règlement (UE) 2021/2116 avant le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné.

(6) Conformément à l'article 35 du règlement (UE) 2021/2116, l'exercice financier agricole commence le 16 octobre de l'année N-1 et s'achève le 15 octobre de l'année N. Lors de l'apurement des comptes pour l'exercice 2023, il y a lieu de tenir compte des dépenses exposées par les États membres entre le 16 octobre 2022 et le 15 octobre 2023, conformément à l'article 11, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) 2022/128.

(7) L'article 33, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 et l'article 35, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement d'exécution (UE) 2022/128 dispose que les montants qui, en application de la décision d'apurement des comptes visée à l'article 33, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 et à l'article 35, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) 2022/128, sont à recouvrer auprès de chaque État membre ou doivent lui être payés, sont calculés en déduisant les paiements mensuels au titre de l'exercice en question des dépenses reconnues pour ce même exercice conformément à l'article 33, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 908/2014 et à l'article 35, paragraphe 1 du règlement (UE) 2022/128. Le paiement mensuel correspondant aux dépenses effectuées le deuxième mois suivant la décision d'apurement des comptes doit, selon le cas, être réduit ou augmenté desdits montants par la Commission.

(8) La Commission a procédé aux vérifications des informations transmises par les États membres et leur a communiqué les résultats correspondants ainsi que les modifications qu'elle propose.

(9) Pour tous les organismes payeurs, les comptes annuels et les documents les accompagnant permettent à la Commission de se prononcer sur l'exhaustivité, l'exactitude et la véracité des comptes annuels soumis.

(10) Conformément à l'article 5, paragraphe 5, deuxième alinéa, du règlement délégué (UE) nº 907/2014 et à l'article 5, paragraphe 5, deuxième alinéa, du règlement délégué (UE) 2022/127, les éventuels dépassements des délais de paiement doivent être pris en considération, au plus tard, lors de la décision d'apurement comptable. Une partie des dépenses déclarées par certains États membres au cours de l'exercice 2023 a été effectuée au-delà des délais applicables. Il importe donc que la présente décision statue sur les réductions y afférentes.

(11) Conformément à l'article 41 du règlement (UE) nº 1306/2013, la Commission a déjà réduit ou suspendu certains paiements mensuels pour l'exercice 2023, du fait que des dépenses n'ont pas été effectuées conformément aux règles de l'Union. Dans la présente décision, la Commission devrait tenir compte desdits montants réduits ou suspendus afin d'éviter d'effectuer tout paiement ou remboursement inapproprié ou hors délai qui pourrait ultérieurement faire l'objet d'une correction financière. Les montants en cause devraient être examinés, le cas échéant, dans le cadre de la procédure d'apurement de conformité conformément à l'article 52 du règlement (UE) nº 1306/2013 et à l'article 55 du règlement (UE) 2021/2116.

([5]) Règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro (JO L 20 du 31.1.2022, p. 95, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2022/127/oj).

([6]) Règlement délégué (UE) nº 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro (JO L 255 du 28.8.2014, p. 18, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2014/907/oj).

(12) La Commission a déjà déduit les paiements mensuels correspondants pour l'exercice financier 2023 des montants dus au FEAGA à la suite de décisions d'apurement comptable et de conformité, prises conformément aux articles 51 et 52 du règlement (UE) nº 1306/2013, exécutées par la Commission au cours de l'exercice financier 2023. Ces montants sont pris en considération dans la présente décision.

(13) En vertu de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013, les conséquences financières du non-recouvrement de montants irréguliers doivent être supportées à hauteur de 50 % par l'État membre concerné, lorsque le recouvrement n'a pas eu lieu dans un délai de quatre ans à compter de la date de la demande de recouvrement, ou de huit ans si le recouvrement est porté devant les juridictions nationales. L'article 54, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1306/2013 fait obligation aux États membres de joindre aux comptes annuels qu'ils doivent soumettre à la Commission conformément à l'article 29 du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 un tableau certifié où figurent les montants à leur charge en vertu de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013. Les règles d'application de l'obligation imposée aux États membres de notifier les montants à recouvrer sont définies dans le règlement d'exécution (UE) nº 908/2014. L'annexe II du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 présente le modèle de tableau que les États membres devraient utiliser pour fournir des informations sur les montants à recouvrer. Sur la base des tableaux complétés par les États membres, il convient que la Commission prenne une décision sur les conséquences financières découlant du non-recouvrement des montants irréguliers datant, selon le cas, de plus de quatre ou huit ans.

(14) En vertu de l'article 54, paragraphe 3, du règlement (UE) nº 1306/2013, les États membres peuvent, pour des motifs dûment justifiés, décider de ne pas poursuivre le recouvrement. Cette décision ne peut être prise que si les frais déjà engagés et risquant d'être engagés dépassent au total le montant à recouvrer ou si le recouvrement s'avère impossible à cause de l'insolvabilité du débiteur ou des personnes juridiquement responsables de l'irrégularité, constatée et admise conformément au droit national de l'État membre concerné. Si la décision a été prise dans un délai de quatre ans après la date de la demande de recouvrement, ou de huit ans si le recouvrement est porté devant les juridictions nationales, les conséquences financières du non-recouvrement sont supportées à hauteur de 100 % par le budget de l'Union. Les montants pour lesquels un État membre donné a décidé de ne pas poursuivre le recouvrement et les motifs de sa décision doivent figurer dans le rapport de synthèse visé à l'article 54, paragraphe 4, dudit règlement. Ces montants ne devraient donc pas être imputés aux États membres concernés et sont par conséquent à la charge du budget de l'Union.

(15) Conformément à l'article 51 du règlement (UE) nº 1306/2013 et à l'article 53 du règlement (UE) 2021/2116, il convient que la présente décision soit sans préjudice des décisions que la Commission pourrait prendre ultérieurement en vue d'exclure du financement de l'Union des dépenses en vertu de l'article 52 du règlement (UE) nº 1306/2013 et des articles 54 et 55 du règlement (UE) 2021/2116,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les comptes des organismes payeurs des États membres sont apurés en ce qui concerne les dépenses financées par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) pour l'exercice financier 2023.

Les montants à recouvrer auprès de chaque État membre ou qui doivent lui être payés conformément à la présente décision, y compris ceux résultant de l'application de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013, figurent aux annexes I et II de la présente décision.

Article 2

La présente décision est sans préjudice des futures décisions d'apurement de conformité que la Commission pourrait prendre, en vertu de l'article 52 du règlement (UE) nº 1306/2013 et de l'article 55 du règlement (UE) 2021/2116, en vue d'exclure du financement de l'Union les dépenses qui n'auraient pas été effectuées conformément au droit de l'Union, ni des futures décisions d'apurement annuel des performances que la Commission pourrait prendre, en vertu de l'article 54 du règlement (UE) 2021/2116, en vue d'exclure du financement de l'Union les dépenses qui ne donnent pas lieu à des réalisations correspondantes déclarées dans le rapport annuel de performance.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 24 mai 2024.

Par la Commission
Janusz WOJCIECHOWSKI
Membre de la Commission

ANNEXE I

Apurement des comptes des organismes payeurs

Exercice financier 2023 - FEAGA

Montants à recouvrer auprès de l'État membre ou à payer à celui-ci

État membre		2023 - Dépenses/recettes affectées pour les organismes payeurs dont les comptes sont:		Total a + b	Réductions et suspensions pour la totalité de l'exercice financier [1]	Montant à imputer conformément à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1306/2013	Total après réductions et suspensions	Versements effectués à l'État membre pour l'exercice financier	Montants à recouvrer auprès de l'État membre (-) ou à payer à celui-ci (+) [2]
		apurés	disjoints						
		= dépenses/recettes affectées déclarées dans la déclaration annuelle	= total des dépenses/ recettes affectées dans les déclarations mensuelles						
		a	b	c=a+b	d	e	f=c+d+e	g	h=f-g
AT	EUR	710 073 403,88	0,00	710 073 403,88	– 377 305,30	0,00	709 696 098,58	709 673 412,23	22 686,35
BE	EUR	559 465 736,36	0,00	559 465 736,36	– 209 727,75	– 10 784,34	559 245 224,27	559 477 821,08	– 232 596,81
BG	BG-N	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BG	EUR	834 492 494,81	0,00	834 492 494,81	– 7 796 183,77	0,00	826 696 311,04	827 146 042,25	– 449 731,21
CY	EUR	53 361 721,55	0,00	53 361 721,55	9 431,53	0,00	53 371 153,08	53 374 307,22	– 3 154,14
CZ	CZK	0,00	0,00	0,00	0,00	– 57,70	– 57,70	0,00	– 57,70
CZ	EUR	871 982 983,59	0,00	871 982 983,59	– 16 973 041,57	0,00	855 009 942,02	854 978 190,99	31 751,03
DE	EUR	4 660 872 702,67	0,00	4 660 872 702,67	– 1 003 545,51	– 35 628,86	4 659 833 528,30	4 659 857 633,71	– 24 105,41
DK	DK-K	0,00	0,00	0,00	0,00	– 16 978,71	– 16 978,71	0,00	– 16 978,71
DK	EUR	825 547 995,07	0,00	825 547 995,07	– 14 940 725,33	0,00	810 607 269,74	810 827 353,33	– 220 083,59

État membre		2023 - Dépenses/recettes affectées pour les organismes payeurs dont les comptes sont:		Total a + b	Réductions et suspensions pour la totalité de l'exercice financier (1)	Montant à imputer conformément à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013	Total après réductions et suspensions	Versements effectués à l'État membre pour l'exercice financier	Montants à recouvrer auprès de l'État membre (-) ou à payer à celui-ci (+) (2)
		apurés	disjoints						
		= dépenses/recettes affectées déclarées dans la déclaration annuelle	= total des dépenses/ recettes affectées dans les déclarations mensuelles						
		a	b	c=a+b	d	e	f=c+d+e	g	h=f-g
EE	EUR	196 025 204,83	0,00	196 025 204,83	84 799,97	– 10 882,93	196 099 121,87	196 102 471,23	– 3 349,36
ES	EUR	5 658 204 756,70	0,00	5 658 204 756,70	– 21 105 531,30	– 302 514,00	5 636 796 711,40	5 635 010 023,03	1 786 688,37
FI	EUR	531 509 904,52	0,00	531 509 904,52	– 816 545,74	– 9 304,67	530 684 054,11	530 690 322,56	– 6 268,45
FR	EUR	7 434 338 210,42	0,00	7 434 338 210,42	– 129 126 686,74	– 110 090,13	7 305 101 433,55	7 305 348 440,53	– 247 006,98
EL	EUR	2 040 877 159,56	0,00	2 040 877 159,56	– 1 339 520,14	– 20 283 923,36	2 019 253 716,06	2 039 739 462,12	– 20 485 746,06
HR	EUR	408 600 082,87	0,00	408 600 082,87	– 1 798 928,87	– 61 924,87	406 739 229,13	407 960 781,50	– 1 221 552,37
HU	EUR	1 316 382 876,50	0,00	1 316 382 876,50	– 4 940 617,79	0,00	1 311 442 258,71	1 311 809 288,26	– 367 029,55
HU	HUF	0,00	0,00	0,00	0,00	– 174 178 090,00	– 174 178 090,00	0,00	– 174 178 090,00
IE	EUR	1 185 678 849,61	0,00	1 185 678 849,61	– 3 506 380,41	– 5 271,81	1 182 167 197,39	1 181 208 901,93	958 295,46
IT	EUR	4 243 877 489,47	0,00	4 243 877 489,47	1 690 791,79	– 9 805 354,48	4 235 762 926,78	4 257 631 832,55	– 21 868 905,77
LT	EUR	594 033 803,58	0,00	594 033 803,58	– 4 033 679,47	– 609,27	589 999 514,84	590 000 124,11	– 609,27
LU	EUR	33 221 758,63	0,00	33 221 758,63	66 776,86	0,00	33 288 535,49	33 237 968,77	50 566,72
LV	EUR	322 962 476,00	0,00	322 962 476,00	– 316,45	– 2 165,35	322 959 994,20	322 962 159,55	– 2 165,35
MT	EUR	5 017 818,88	0,00	5 017 818,88	– 802 628,42	0,00	4 215 190,46	4 215 190,46	0,00

ELI: http://data.europa.eu/eli/dec_impl/2024/1458/oj

État membre		2023 - Dépenses/recettes affectées pour les organismes payeurs dont les comptes sont:		Total a + b	Réductions et suspensions pour la totalité de l'exercice financier (1)	Montant à imputer conformément à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013	Total après réductions et suspensions	Versements effectués à l'État membre pour l'exercice financier	Montants à recouvrer auprès de l'État membre (-) ou à payer à celui-ci (+) (2)
		apurés	disjoints						
		= dépenses/recettes affectées déclarées dans la déclaration annuelle	= total des dépenses/ recettes affectées dans les déclarations mensuelles						
		a	b	c=a+b	d	e	f=c+d+e	g	h=f-g
NL	EUR	691 855 036,60	0,00	691 855 036,60	– 3 941 162,23	– 22 093 312,32	665 820 562,05	687 888 522,21	– 22 067 960,16
PL	EUR	3 484 849 907,46	0,00	3 484 849 907,46	– 31 948 560,70	0,00	3 452 901 346,76	3 452 908 100,45	– 6 753,69
PL	PLN	0,00	0,00	0,00	0,00	– 1 858 313,26	– 1 858 313,26	0,00	– 1 858 313,26
PT	EUR	881 930 621,40	0,00	881 930 621,40	– 41 705 958,87	– 74 603,26	840 150 059,27	839 547 767,94	602 291,33
RO	EUR	1 988 872 111,64	0,00	1 988 872 111,64	– 76 778 827,94	0,00	1 912 093 283,70	1 912 147 891,43	– 54 607,73
RO	RO-N	0,00	0,00	0,00	0,00	– 17 372 535,68	– 17 372 535,68	0,00	– 17 372 535,68
SE	EUR	699 656 084,22	0,00	699 656 084,22	– 1 443 518,46	0,00	698 212 565,76	698 267 536,10	– 54 970,34
SE	SEK	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SI	EUR	138 365 295,10	0,00	138 365 295,10	– 0,01	0,00	138 365 295,09	138 365 295,09	0,00
SK	EUR	402 405 105,28	0,00	402 405 105,28	– 26 092 270,08	– 118 891,97	376 193 943,23	376 253 177,35	– 59 234,12

(1) Les réductions et suspensions sont celles prises en compte dans le système de paiement, auxquelles s'ajoutent notamment les corrections pour le non-respect des délais de paiement et les autres réductions dans le cadre de l'article 41 du règlement (UE) nº 1306/2013.

(2) Pour le calcul du montant à recouvrer auprès de l'État membre ou devant lui être payé, le montant pris en considération est le total de la déclaration annuelle pour les dépenses apurées ou le total des paiements mensuels pour les dépenses apurées. Taux de change applicable conformément à l'article 12, paragraphe 3, du règlement (UE) 2022/127.

Member State		Dépenses (1)	Recettes affectées (1)	Article 54, par. 2 (= e)	Total (=h)
		08 02 06 01	6200	6200	
		k	l	m	n = k+l+m
AT	EUR	22 686,35	0,00	0,00	22 686,35
BE	EUR	0,00	– 221 812,47	– 10 784,34	– 232 596,81
BG	BGN	0,00	0,00	0,00	0,00
BG	EUR	0,00	– 449 731,21	0,00	– 449 731,21
CY	EUR	0,00	– 3 154,14	0,00	– 3 154,14
CZ	CZK	0,00	0,00	– 57,70	– 57,70
CZ	EUR	31 751,03	0,00	0,00	31 751,03
DE	EUR	12 263,81	– 740,36	– 35 628,86	– 24 105,41
DK	DKK	0,00	0,00	– 16 978,71	– 16 978,71
DK	EUR	0,00	– 220 083,59	0,00	– 220 083,59
EE	EUR	7 533,57	0,00	– 10 882,93	– 3 349,36
ES	EUR	2 090 810,30	– 1 607,93	– 302 514,00	1 786 688,37
FI	EUR	60 986,34	– 57 950,12	– 9 304,67	– 6 268,45
FR	EUR	0,00	– 136 916,85	– 110 090,13	– 247 006,98
EL	EUR	0,00	– 201 822,70	– 20 283 923,36	– 20 485 746,06
HR	EUR	0,00	– 1 159 627,50	– 61 924,87	– 1 221 552,37
HU	EUR	0,00	– 367 029,55	0,00	– 367 029,55
HU	HUF	0,00	0,00	– 174 178 090,00	– 174 178 090,00
IE	EUR	963 567,27	0,00	– 5 271,81	958 295,46
IT	EUR	0,00	– 12 063 551,29	– 9 805 354,48	– 21 868 905,77
LT	EUR	0,00	0,00	– 609,27	– 609,27
LU	EUR	50 566,72	0,00	0,00	50 566,72
LV	EUR	0,00	0,00	– 2 165,35	– 2 165,35
MT	EUR	0,00	0,00	0,00	0,00
NL	EUR	25 352,16	0,00	– 22 093 312,32	– 22 067 960,16
PL	EUR	0,00	– 6 753,69	0,00	– 6 753,69
PL	PLN	0,00	0,00	– 1 858 313,26	– 1 858 313,26
PT	EUR	752 245,28	– 75 350,69	– 74 603,26	602 291,33
RO	EUR	0,00	– 54 607,73	0,00	– 54 607,73
RO	RON	0,00	0,00	– 17 372 535,68	– 17 372 535,68
SE	EUR	0,00	– 54 970,34	0,00	– 54 970,34
SE	SEK	0,00	0,00	0,00	0,00
SI	EUR	0,00	0,00	0,00	0,00
SK	EUR	61 143,74	– 1 485,89	– 118 891,97	– 59 234,12

(1) La ligne budgétaire 08 02 06 01 doit être répartie entre les corrections négatives qui deviennent des recettes affectées sous la ligne budgétaire 62 00 et les corrections positives en faveur de l'État membre qui doivent à présent être incluses du côté des dépenses sous 08 02 06 01, comme indiqué à l'article 43 du règlement (UE) nº 1306/2013 et de l'article 45 du règlement (UE) 2021/2116.

NB: Nomenclature 2024: 08 02 06 01, 6200

ANNEXE II

Apurement des comptes des organismes payeurs

Exercice financier 2023 - FEAGA

Corrections conformément à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013 (*)

État membre	Devise	en monnaie nationale	en EUR
AT	EUR		
BE	EUR		
BG	BGN		
CY	EUR	-	4 647,00
CZ	CZK	-	-
DE	EUR		
DK	DKK		
EE	EUR	-	-
ES	EUR		
FI	EUR		
FR	EUR		
EL	EUR		
HR	HRK		
HU	HUF	96 185,00	-
IE	EUR		
IT	EUR		
LT	EUR	-	1 723,41
LU	EUR		
LV	EUR	-	-
MT	EUR	-	-
NL	EUR		
PL	PLN	5 870,14	-
PT	EUR		
RO	RON		
SE	SEK		
SI	EUR	-	-
SK	EUR	-	-

(*) (*) Montants à imputer aux États membres à la suite de l'application de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013 en ce qui concerne l'instrument temporaire de développement rural (ITDR) financé par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) [règlement (CE) nº 27/2004 de la Commission du 5 janvier 2004 portant modalités transitoires d'application du règlement (CE) nº 1257/1999 du Conseil en ce qui concerne le financement par le FEOGA, section «Garantie», des mesures de développement rural pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie (JO L 5 du 9.1.2004, p. 36)]. http://data.europa.eu/eli/reg/2004/27/oj